



Des moyens concrets pour combattre la fraude ?

Suite à notre communiqué concernant l'affaire CAHUZAC¹, nous prenons acte de la réaction de notre ministre Pierre MOSCOVICI dénonçant les pratiques d'un homme et soulignant « le travail diligent, rigoureux et volontaire accompli par l'administration fiscale »².

Nous réaffirmons notre soutien aux agents des ministères des finances qui font un travail remarquable dans des conditions toujours plus difficiles, notamment du fait des suppressions d'emplois subies par ces ministères depuis plus de 10 ans.

Les Fédérations UNSA et CFTC Finances avaient déjà alerté³ sur la dégradation des capacités à traiter le problème de la fraude fiscale qui coûte de 50 à 100 milliards d'euros selon les études. Supprimer les moyens de ces administrations de contrôle est inefficace et même suicidaire pour la Nation. Ce problème est visible en Europe et les syndicats européens de la Fonction Publique se mobilisent pour exiger les moyens de cette action primordiale⁴.

Les Fédérations UNSA et CFTC Finances se félicitent des propos de Michel SAPIN, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le 7 avril sur France Inter indiquant que c'était « le moment de relancer la lutte contre la finance folle », le moment « au niveau européen et international de relancer avec des outils concrets et une coopération efficace, la lutte contre la mauvaise finance »⁵. Après 10 années d'annonces en faveur des contrôles fiscaux, nous espérons que cette fois les paroles seront suivies par des actes et des moyens concrets !

1 http://www.unsa-financesindustrie.org/publications/Ministere_image_ecorne_04-13.pdf

2 <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/14664.pdf>

3

4 http://www.unsa-financesindustrie.org/publications/Communique-06-12-12_FSESP.pdf

5 Dépêche AFP 072009 AVR 13